

**Arrêté préfectoral N° 657**

Portant mise en demeure de la société JRS FIBER BRENIL  
de respecter certaines dispositions relatives à la limitation des émissions sonores  
concernant les installations exploitées à La Roche-en-Brenil (21530)

Le préfet de la Côte-d'Or

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2012 portant autorisation d'exploiter des installations classées situées à La Roche-en-Brenil par la SAS BRENIL PELLETS ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2012 portant autorisation d'exploiter des installations classées situées à La Roche-en-Brenil par la SAS BRENIL ENERGIE ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant en date du 7 février 2014 de la société BRENIL PELLETS pour l'exploitation des installations de la société BRENIL ENERGIES ;

**VU** le changement de dénomination de la société BRENIL PELLETS devenue JRS FIBER BRENIL ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°11218 du 8 décembre 2021 portant prescriptions complémentaires relatives aux émissions sonores des installations de la société JRS FIBER BRENIL ;

**VU** le rapport de mesure des émissions sonores du 6 novembre 2020 ;

**VU** le rapport de mesure des émissions sonores du 23 décembre 2021 ;

**VU** le rapport d'étude acoustique du 15 avril 2022 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 5 mai 2022 ; transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 mai 2022, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juin 2022 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 12 mai 2022 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**VU** les observations présentées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier en date du 24 mai 2022 ;

**CONSIDERANT** que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé dispose que l'émergence admissible, pour la période diurne allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés, est limitée à 6 dB (A), lorsque le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A), et à 5 dB (A) lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A) ;

**CONSIDERANT** que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé dispose que l'émergence admissible, pour la période nocturne allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés, est limitée à 4 dB (A), lorsque le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A), et à 3 dB (A) lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A) ;

**CONSIDERANT** que, au vu des résultats du contrôle réglementaire ayant donné lieu au rapport de mesure du bruit du 6 novembre 2020, des dépassements sont constatés en zones à émergence réglementée, à savoir :

- en période diurne : 1,5 dB(A) au point 7 (correspondant au point ZER 3 défini par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 susvisé) et 5,5 dB(A) au point 8 (correspondant au point ZER 4) ;
- en période nocturne : 2 dB(A) au point 8 (correspondant au point ZER 4) ;

**CONSIDERANT** que, au vu des résultats du contrôle réglementaire ayant donné lieu au rapport de mesure du bruit du 23 décembre 2021 susvisé, des dépassements sont constatés en zones à émergence réglementée, à savoir :

- en période diurne : 3,5 dB(A) en ZER 4 ;
- en période nocturne : 2 dB(A) en ZER 1, 3,5 dB(A) en ZER 3 et 4,5 dB(A) en ZER 4 ;

**CONSIDERANT** que les résultats présentés dans le rapport du 15 avril 2022 confirment certains des dépassements des niveaux sonores et en identifient d'autres, à savoir :

- en période diurne : 7,5 dB(A) en ZER 5/6 (assimilé aux points ZER 1 et ZER 2 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 susvisé) et 1,5 dB(A) en ZER 7 (correspondant au point ZER 3) mesurés entre 8 et 9 h ;
- en période nocturne : 12,5 dB(A) en ZER 5/6 (assimilé aux points ZER 1 et ZER 2) et 9 dB(A) en ZER 7 (correspondant au point ZER 3) ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant méconnaît donc les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé en certains points situés en zone à émergence réglementée définis par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2021 susvisé ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant expose rencontrer des difficultés relatives aux délais liés à la prise de rendez-vous avec les différents prestataires, aux délais liés aux éventuelles autorisations administratives sur certains travaux, aux délais d'approvisionnement d'équipements et matériaux, aux délais d'exécution des travaux ; qu'il est nécessaire de définir un délai de mise en demeure réaliste et en rapport avec les mesures à prendre ;

**CONSIDERANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ; qu'il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, au plus tard le 31 décembre 2022, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé au niveau de chacun des points en zone à émergence réglementée définis à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2021 susvisé ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;**

## ARRETE

### Article 1 : Objet

La société JRS FIBER BRENIL (SIREN : 501 002 125), exploitant des installations de transformation du bois, sises ZI de la carrière sur la commune de La Roche-en-Brenil, est mise en demeure de respecter, au plus tard le 31 mai 2023, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé relatives aux valeurs d'émergence admissible au niveau de chacune des zones à émergence réglementée définies à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 susvisé.

### Article 2 : Échéances intermédiaires

Pour justifier des démarches engagées et de leur avancement, l'exploitant transmet au préfet :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté : le plan d'action, accompagné d'un échéancier, qu'il prévoit de mettre en œuvre pour le retour à la conformité des valeurs limites de bruit ;
- sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté et ponctuellement à la demande de l'Inspection des installations classées :
  - les documents permettant de justifier des engagements qu'il a pris (devis signés, factures, etc) en vue de mettre en œuvre le plan d'action qu'il a défini pour le retour à la conformité,
  - une synthèse des démarches ou aménagements éventuellement réalisés dans l'intervalle,
  - la mise à jour du plan d'action, et de l'échéancier associé, le cas échéant ;
- sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les deux mois :
  - une synthèse de l'avancement des démarches ou aménagements réalisés dans l'intervalle ;
  - la mise à jour du plan d'action, et de l'échéancier associé, le cas échéant ;
- au plus tard le 31 décembre 2022 : un rapport de mesure du bruit, réalisé conformément à la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, notamment intégrant des mesures du bruit résiduel réalisées avec les installations à l'arrêt, afin de faire le point sur l'amélioration du niveau de bruit émis et identifier les actions supplémentaires susceptibles d'être nécessaires ;
- au plus tard le 31 janvier 2023 : le plan d'action actualisé par les actions supplémentaires susceptibles d'être nécessaires ;
- puis, tous les deux mois :
  - une synthèse de l'avancement des démarches ou aménagements complémentaires réalisés dans l'intervalle ;
  - la mise à jour du plan d'action, et de l'échéancier associé, le cas échéant ;
- au plus tard le 31 mai 2023 : un rapport de mesure du bruit, réalisé conformément à la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, notamment intégrant des mesures du bruit résiduel réalisées avec les installations à l'arrêt, afin de justifier du retour à la conformité aux points fixés par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 susvisé.

### Article 3 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

**Article 5 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 : Exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Montbard, M. le Maire de la commune de La Roche-en-Brenil, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON, le 2 juin 2022

Le Préfet

signé

Fabien SUDRY